

Pourquoi, malgré l'existence des Jeunesses Socialistes révolutionnaires a été créée la Jeunesse Communiste Internationaliste

Certains camarades ne comprennent pas encore la nécessité d'une Jeunesse Communiste Internationaliste. Ils nous disent, en effet : « Pour le P.C.I., la rupture avec le P.O.I. était un acte indispensable. Pour les jeunes, la question se pose d'une autre façon. La J.S. et la J.C. ne sont plus des organisations révolutionnaires, nous en sommes d'accord. Mais la J.S.R., qui ne fut point mêlée aux luttes de tendances du Groupe bolchevik-léniniste et qui ne connut point de crise semblable à celle de la section française de la Ligue Communiste Internationaliste, reste l'organisation de jeunes qui lutte sur la plate-forme politique de la IV^e Internationale. Il serait donc inopportun d'envisager la création d'une nouvelle organisation qui ne pourrait que concurrencer celle qui existe déjà, alors qu'il n'y a point entre vous de divergence fondamentale. »

Nous pourrions répondre à ces camarades qu'au lendemain du Congrès du 12 octobre 1936, au cours duquel le P.C.I. décida de rompre avec le P.O.I. et de reprendre son indépendance, les J.S.R. firent savoir par la *Lutte ouvrière* que l'adhésion à leur organisation excluait l'appartenance à toute autre formation politique que le P.O.I. Entrer aux J.S.R. signifie donc qu'on se déclare d'accord avec le P.O.I. et ses méthodes d'organisation et qu'on condamne le P.C.I. et sa politique. Mais une telle réponse, malgré ce qu'elle a de convaincant, ne saurait nous satisfaire, car la nécessité d'une nouvelle organisation de la jeunesse révolutionnaire n'est pas seulement fonction de l'exclusive jetée sur tel ou tel parti.

La J.S.R. est née d'un mouvement progressif qui s'est développé dans les J.S. au cours des années 1934 et 1935, sous l'impulsion des Jeunes Léninistes qui, comme les adultes de la Ligue communiste, étaient, en juillet 1934, entrés dans la S.F.I.O. Bientôt, celle-ci, qui se sentait menacée, exclut, outre les bolcheviks-léninistes, un certain nombre de responsables des J.S., notamment dans la Seine. La quasi-totalité de l'Entente se solidarisa avec ceux que frappait la bureaucratie réformiste et, en province, de nombreux noyaux se déclarèrent prêts à soutenir dans leur lutte les exclus de la Seine. Ceux-ci avaient alors devant eux d'immenses possibilités ; un espoir était né dans la jeunesse laborieuse et ce mouvement, qui s'était développé dans la S.F.I.O., pouvait aboutir rapidement à la constitution d'une puissante organisation de la jeunesse révolutionnaire.

Malheureusement, il n'en fut rien et l'on doit bien recon-

naitre maintenant qu'il ne reste plus grand' chose de l'espoir et des perspectives de 1935. Une Entente réformiste de la Seine, beaucoup plus puissante que la J.S.R., est depuis longtemps reconstituée (1). En province, presque tous ont rejoint la « vieille maison » et, dans la région parisienne, un certain nombre de responsables et de membres du C.C. des J.S.R. ont, eux-mêmes, réintégré la S.F.I.O., après des déclarations d'une certaine lâcheté politique. Nous faisons allusion ici au groupe dit de « La Lutte finale », qui, avec Tessier, est maintenant arrivé à la conclusion que « la notion léniniste de dictature du prolétariat est un non-sens » (1). Le dernier Congrès des J.S.R. a fait apparaître, en même temps que les tares bureaucratiques qui minent l'organisation, une baisse, sans cesse croissante, des effectifs et de l'influence. Corvin fut, en effet, obligé de déclarer lui-même que la région parisienne ne compte pas plus de cinquante membres actifs.

Est-ce qu'une telle situation peut seulement avoir pour cause les « maladresses » qu'invoquent quelques-uns ? On ne construit pas seulement une organisation révolutionnaire avec de l'« habileté », mais avec une politique et des méthodes d'organisation justes. Il semble que ce soit cela qui ait fait le plus défaut aux J.S.R.

Dès la sortie de la S.F.I.O., de lourdes fautes furent commises. On décida d'abord de ne pas participer à un Congrès Fédéral, puis d'y participer, puis de ne pas y participer. Et tout cela, non pas après une discussion dans l'organisation, mais seulement pour obéir aux injonctions de télégrammes. Les télégrammes ont toujours joué, dans l'opposition de gauche, et particulièrement dans la section française, un rôle néfaste. Puis on décida de mener la bataille à fond pour la réintégration, et l'organisation engagea toutes ses forces dans une lutte perdue d'avance, non point parce que cela était politiquement nécessaire, mais parce que plusieurs responsables de l'Entente, comme Zeller, ne pouvaient se résoudre à abandonner à son triste sort la social-démocratie dans laquelle ils avaient fait leurs premiers pas. Demander la réintégration était indispensable,

(1) Cet article, qui a été publié dans le n° 1 du « Jeune Bolchevik », date de plusieurs mois et se trouve maintenant quelque peu dépassé.

La dissolution de l'Entente des J.S. de la Seine par les bonzes de la S.F.I.O., survenue depuis, et l'attitude adoptée à ce sujet par la J.S.R., qui ne trouva, pour aider ses camarades en pleine évolution, qu'un ultimatum bureaucratique et la manœuvre grossière des Groupes d'Unité Révolutionnaire, ne peut que confirmer notre appréciation.

De même, le fait que Tessier ait maintenant rejoint les J.S.R. — certains disent provisoirement — après avoir, avant son exclusion, flirté avec les staliniens, ne change rien à sa position et à sa capitulation au moment où il rejoignait la « vieille maison ».

De même, les exclusions si récentes de Zeller et Corvin, loin d'infirmes nos arguments, apportent une illustration supplémentaire de ce que nous avons écrit, par conséquent renforce notre position